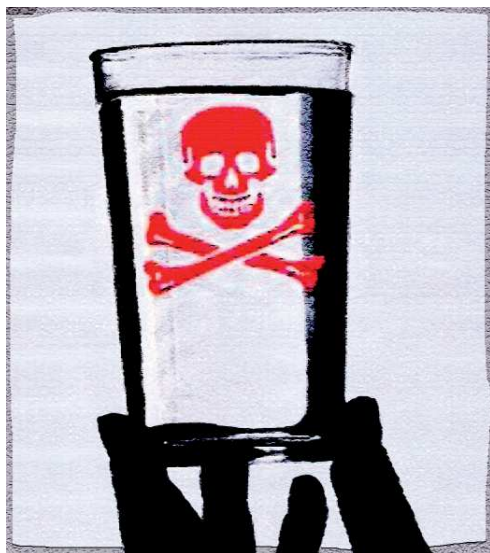


**MARINE JOBERT
FRANÇOIS VEILLERETTE**

**LE VRAI SCANDALE
DES GAZ
DE SCHISTE**

PRÉFACE DE JOSÉ BOVÉ



LLL LES LIENS QUI LIBÈRENT

Le vrai scandale des gaz de schiste

En décembre 2010, 300 personnes réunies au pied du Larzac lancent un mouvement sans précédent contre l'exploration du gaz de schiste. Un mois plus tard, plus de 100 000 personnes les ont rejointes au travers d'une pétition. En six mois, des dizaines de collectifs vont naître. De Montélimar à Montpellier, en passant par les Cévennes et le Larzac, puis du Bassin parisien au Jura et à la Lorraine, des milliers de « refusants » vont se lever face à cette menace pour leur environnement et leur santé, contre une décision prise sans information et sans concertation. Pourquoi ? Et pourquoi une classe politique en apparence unanime décide-t-elle aussitôt le vote d'une loi qui, au final, ne règle rien ? Ce livre répond à ces questions, mais il va beaucoup plus loin.

L'enjeu de cette gigantesque bataille de l'énergie dépasse les frontières françaises et, presque partout dans le monde, l'on fore déjà à la recherche de ce gaz. Il y a bien une histoire secrète des gaz de schiste, qui mène de l'ancien vice-président américain, Dick Cheney, au demi-frère d'un certain Patrick Balkany, en passant par la haute administration de notre pays. De même qu'il existe des liens profonds entre les milliardaires Paul Desmarais et Albert Frère, d'un côté, et le Président Sarkozy, de l'autre. L'affaire des gaz de schiste est aussi un formidable révélateur de nos appétits de consommation, de notre aveuglement devant la crise climatique et de l'affaïssement de l'esprit démocratique. Et elle ne fait que commencer. Brûlerons-nous jusqu'à la dernière molécule de gaz, quitte à détruire paysages, cultures et nappes phréatiques ? N'est-il pas temps de réfléchir ?

Marine Jobert est journaliste. François Veillerette est porte-parole de l'association Générations futures. Il est le co-auteur du livre *Pesticides, révélations sur un scandale français*.

MARINE JOBERT
FRANÇOIS VEILLERETTE

LE VRAI SCANDALE
DES GAZ DE SCHISTE

ÉDITIONS LES LIENS QUI LIBÈRENT

ISBN : 978-2-918597-63-6
© Les Liens qui Libèrent, 2011

Le Parlement français vient de voter le 30 juin 2011 une loi interdisant «la fracturation hydraulique» pour la recherche et l'exploitation des gaz et huiles de roche mère. Bien qu'imparfaite, puisque n'abrogeant pas les permis déjà octroyés, elle signifie que la mobilisation a su imposer une prise de conscience salutaire.

En quelques mois les habitants et les élus locaux de tous bords ont créé un tel rapport de force que le gouvernement a été contraint de légiférer en urgence. Face à l'omerta et à la culture du secret ministériel (énergie – environnement), la réappropriation de la démocratie par les citoyens a été exemplaire. Des collectifs locaux réunissant la diversité de la population ont vu le jour pour étudier les textes juridiques, informer, mobiliser par de grands rassemblements, proposer des recours devant les tribunaux et alimenter le débat sur la loi devant les assemblées.

Au-delà de la défense des territoires menacés et de la protection de l'eau, un bien commun rare, ce formidable mouvement s'est réapproprié le débat de l'énergie. Pas

une réunion locale, pas une manifestation publique sans que les bases de la production énergétique concoctée depuis soixante ans (par les grands corps d'Etat dont celui des Mines évidemment) ne soient remises en cause. Centrales nucléaires, énergies carbonées, transports, modèle de consommation mais aussi énergies alternatives renouvelables, efficacité et gaspillages sont abordés, sans tabou. Face aux menaces qui s'accumulent pour l'avenir des habitants de la planète Terre, la question des mesures à prendre ne peut pas être confisquée par de soi-disant spécialistes. Chacun et chacune est concernés et doit participer aux réflexions et aux prises de décision.

En rédigeant ce livre, Marine Jobert et François Veillerette participent de cette pédagogie indispensable à la réappropriation des connaissances nécessaires à la mobilisation et à la prise de décision démocratique. En décortiquant pas à pas les enjeux des gaz et huiles de roche mère du point de vue industriel, financier, technique et géopolitique, ils mettent en lumière un énorme enjeu politico-industriel et ses principaux acteurs. Ce livre a un effet Dracula : il met au grand jour ce qui était tapi dans l'ombre et comme l'a souvent montré l'histoire récente, ceux qui tirent les ficelles n'aiment pas être exposés à la face du soleil!

Merci Marine, merci François pour nous donner envie de continuer à penser que les seuls combats perdus sont ceux qui n'ont pas encore commencés.

JOSÉ BOVÉ

Du gaz naturel. Voilà ce qu'est le gaz de schiste. Celui de votre cuisinière, de votre chauffage et celui qu'utilise la chimie. Ce gaz pris dans une roche compacte, impénétrable – et dont la présence était connue depuis fort longtemps des prospecteurs –, les hommes ont appris à l'extraire à coûts raisonnables depuis peu.

Aux États-Unis, on troue le sol à tout va depuis 2005. Et ça marche : le pays est en passe de devenir autosuffisant en gaz naturel. Une énergie « born in the USA », en passe d'assurer une quasi-indépendance énergétique à un pays déjà en overdose. Une énergie jugée « verte » par ses zéloteurs, qui se livrent à des calculs spécieux pour minorer les émissions de gaz à effet de serre qu'elle génère et la présenter comme une alternative « écolo » au charbon. Une énergie « nouvelle », enfin, qui redistribue les cartes entre des États jusqu'ici dépendants les uns des autres et qui, aujourd'hui, découvrent qu'ils ont le sous-sol de leurs ambitions. Alors on fore et on rêve les yeux ouverts

devant les estimations colossales des réserves. Le même rêve se répète dans le monde entier. En Pologne, en Grande-Bretagne, en Suède, au Danemark. En Algérie, en Afrique du Sud. En Australie, en Chine, en Inde. Partout, on cherche du gaz et du pétrole.

Dans cet Eldorado enfiévré, une ombre au tableau : l'extraction de ces hydrocarbures dits « non conventionnels » nécessite de phénoménales quantités d'eau, injectées sous haute pression – pour fracturer la roche – et additionnées de multiples produits chimiques toxiques. Cela s'appelle la fracturation hydraulique. Ses conséquences peuvent être funestes : contamination de l'eau du robinet et des cours d'eau, explosion du trafic routier et saccage des paysages. Sans compter que la libération de ces hydrocarbures amplifie encore un peu plus la crise climatique. L'exemple américain nous tend un miroir glaçant.

En France, on a peut-être du pétrole, tout bien foré... Et l'on aimerait bien extraire ce gaz de schiste qui fait merveille outre-Atlantique. Notre pays produit à peine 1 % du gaz et 2 % du pétrole qu'il consomme et la balance commerciale est à la peine, avec 45 milliards d'euros consacrés, en 2010, aux importations d'hydrocarbures. Sans compter les contorsions diplomatiques imposées par un ravitaillement auprès d'États aussi peu arrangeants ou démocratiques que la Russie (15,1 % des importations de gaz) ou l'Algérie (14,4 %). Dès 2004, l'État autorisait donc des forages non conventionnels de prospection en Lorraine, à la bordure des Pyrénées, puis dans le

Bassin de Paris. Sans en informer personne. Sans consulter quiconque. En mars 2010, la délivrance de trois permis pour du gaz de schiste, dans le sud-est de la France, sur environ 8% du territoire, mit le feu aux poudres. Car cette fois-ci, les habitants l'apprirent à temps. Et ils allèrent regarder de l'autre côté de l'Atlantique ce qui s'y tramait. Et la colère monta d'un coup, débordant les partis, gommant les clans d'hier, dans une mobilisation gagnant des individus jusqu'ici peu ou pas militants. Protéger son eau, son air, ses paysages, repenser le modèle énergétique ou réformer la gouvernance politique : il y avait là un combat pour chacun et pour tous. C'est ce qui s'est passé en France, mais aussi aux États-Unis et dans d'autres pays du monde.

C'est cette histoire – ces histoires – que nous allons vous raconter. Les gaz de schiste – et leurs cousins les autres hydrocarbures non conventionnels – surviennent à un tournant historique de la civilisation humaine. Une crise écologique est en cours – la 6^e crise d'extinction des espèces vivantes a démarré –, provoquée notamment par notre avidité et notre refus de toute limite. Les gaz de schiste sont comme la pomme que nous tendrait le serpent... Une tentation de plus. Une tentation de trop ?

CHAPITRE 1

La France entre en résistance

La scène se passe autour d'une table ovale gigantesque, en présence des plus hauts représentants de l'administration américaine et de l'ambassadeur russe aux USA. C'est un instant décisif pour l'avenir de l'Homme sur terre, puisque toute la puissance nucléaire russe est en passe d'être déclenchée. Les Américains doivent trouver une parade pour stopper l'escalade. Le général des armées fait face au président des États-Unis.

LE GÉNÉRAL : Monsieur le président, nous en sommes maintenant à la minute de vérité, aussi bien pour nous-mêmes en tant qu'êtres humains, que pour la vie de la Nation et la vérité n'est pas toujours agréable. Mais il est nécessaire de choisir entre deux solutions qui sont certainement très désagréables mais qui sont en tout cas dissemblables quant aux perspectives d'après-guerre : d'une part, vous avez 20 millions de morts, et de l'autre, vous avez 150 millions de morts.

LE PRÉSIDENT : Général, vous nous proposez un génocide, pas une guerre.

LE GÉNÉRAL : Monsieur le président, je n'ai pas dit que nous n'y laisserions pas quelques cheveux de notre tête... M'enfin, il n'y aura pas plus de 10 ou 20 millions de morts, en comptant largement. Ça dépendra des aléas.

LE PRÉSIDENT : Je n'ai pas l'intention de figurer dans l'histoire comme le plus grand assassin après Adolf Hitler.

LE GÉNÉRAL : Peut-être serait-il préférable, Monsieur le président, que vous pensiez plus au peuple américain qu'à votre image dans les manuels d'Histoire...

*Docteur Folamour ou : comment
j'ai appris à ne plus m'en faire et à aimer la bombe,
STANLEY KUBRICK, 1964*

Saint-Jean-du-Bruel (Aveyron). Sa halle du XIX^e, son «miel derrière l'église» et ses truites de la Dourbie. Six cent quatre-vingt-quatorze habitants et une rumeur persistante : on va forer notre sous-sol à la recherche de gaz. C'est là que le 20 décembre 2010 va se tenir, à l'appel d'un attelage hétéroclite et décidé, la première réunion d'information publique en France sur les gaz de schiste. Jean-Marie Juanaberria (paysan), Patrick Herman (paysan et journaliste), Fabrice Nicolino (journaliste) et José Bové (eurodéputé et habitant du Larzac voisin) – en présence de l'un des auteurs de ce livre, Marine Jobert –, vont rassembler près de trois cents personnes dans la salle des fêtes. Symboliquement, c'est Nant, le village voisin (qui a, par un hasard technocratique, donné son nom à l'un des permis de recherche d'hydrocarbures), qui aurait mieux convenu. Mais – petite histoire dans la grande – sa salle des fêtes est mal chauffée en hiver et sans sonorisation digne de ce nom. Dehors, la glace commence à saisir les arbres. Dedans, les esprits bouillonnent. Tout le «corps social» est rassemblé, à l'exception des chasseurs, retenus à une réunion à Millau. Il y a soif d'apprendre, les regards sont tendus. Des concepts nouveaux font une entrée fracassante dans l'univers de ces gens habitués à la rude campagne, entre plateau calcaire et Cévennes arides. Certains visages s'affaissent au fur et à mesure de l'exposé, atterrés. Les mots, inédits, claquent à leurs oreilles : «gaz de schiste», «hydrocarbures non conventionnels», «fracturation hydraulique». Puis des images se forment, qui

effraient : «contamination des nappes phréatiques», «destruction des paysages», «émissions accrues de gaz carbonique». Soudain éclate une colère venue des tripes, brute, brutale et commune aux agriculteurs, aux pêcheurs, aux spéléologues, aux commerçants, aux élus et, par extension, à tous ceux qui vivent ici. Il y a des parfums de révolte dans l'air, les mêmes odeurs qu'il y a quarante ans, quand éclatait la bataille contre l'extension du camp militaire sur le plateau du Larzac¹. Ici, nous sommes sur une terre de résistances et ce projet-là, «il ne passera pas», assurent d'un seul homme tous les participants. «Nous avons aussi stoppé un projet de barrage sur la Dourbie et fait fermer un atelier d'emballage d'amiante dans le village», rappelle Léon Maillé, un historique du Larzac. «Les tracteurs répondront présents», assure un agriculteur.

Ce fut une réunion éminemment politique. Car, au-delà des conséquences environnementales de l'exploitation du gaz de schiste sur le continent américain², les citoyens réunis ce soir-là vont découvrir dans quelles conditions un tel projet a pu se mettre en place en France.

Retour en arrière. Le 1^{er} mars 2010, trois permis d'exploration sont signés par Jean-Louis Borloo, alors ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat (vaste dénomination, dont on constatera qu'elle ne fait pas bon ménage avec les gaz de schiste!). Objectif de ces permis : vérifier la présence de gaz de schiste dans une zone courant de

Montélimar à Montpellier et qui remonte jusqu'au Larzac (soit près de 15 000 km²). Vérifier si des dizaines de milliards de mètres cubes de gaz naturel, formés il y a près de vingt millions d'années et pris dans des argiles à plusieurs centaines de mètres de profondeur, seraient présents dans le sous-sol français. Ces permis ont été délivrés en conformité – *a priori* – avec le code minier, qui ne prévoit aucune information et encore moins de consultation du public au stade de l'exploration. La preuve avec Bernard Saquet, le maire de Nant, qui a découvert l'existence de ces permis dans le journal local. « Ce soir, j'ai beaucoup appris », dira-t-il, dépité d'avoir été mis devant le fait accompli : c'est que dans les quelque 36 600 communes françaises, on ne lit pas le *Journal Officiel* au petit déjeuner, ce qui est, semble-t-il, une grave erreur... Car les permis y avaient été annoncés, dans un vocabulaire indéchiffrable pour le commun des mortels et sans que personne n'en saisisse bien les conséquences. Il faudra se tourner du côté des États-Unis pour en savoir plus.

À l'issue de cette première réunion, plusieurs idées vont germer. D'abord il faut créer des collectifs dans toutes les zones menacées. On sent qu'il y a du militant chevronné dans la salle, avec le métier qu'il faut pour faire monter un mouvement... Deuxième idée : jumeler des communes françaises avec des communes québécoises en butte aux mêmes projets d'exploration de gaz de schiste. Troisième piste : créer des réseaux de vigilance pour repérer les engins qui viendraient réaliser des mesures sur le terrain. Des « pyramides

téléphoniques» vont ainsi voir le jour, amplifiant parfois ce qui s'avéreront n'être que des rumeurs. Enfin, un projet, classique mais mobilisateur, va faire consensus : lancer une pétition, qui sera intitulée «Gaz de schiste, non merci!» en écho aux campagnes contre les OGM ou les pesticides. Que demande cette pétition? Que le gouvernement instaure un moratoire sur les prospections et les permis déjà délivrés. Une position qui, deux mois plus tard, va sembler presque mollassonne. «Mais on ne savait pas, à ce moment-là, comment les gens allaient réagir», plaidera José Bové, quelques mois plus tard³. «À un an de l'élection présidentielle, il s'agissait de rassembler le maximum de monde contre ce projet, sans braquer personne.» Et le texte de la pétition exprime cette prudence⁴. Enfin, «les gens» ont le sentiment que même si le droit a été formellement respecté, ce projet leur a été imposé. «L'État, comme pour le nucléaire, a décidé seul, et sans consulter les populations sur leurs besoins en énergie!» renchérit José Bové. C'est LE ciment de la colère, le plus petit dénominateur commun de toutes ces personnes aux intérêts si disparates : l'impression que le pouvoir politique a caché un projet majeur, éventuellement néfaste pour la communauté, pour satisfaire des intérêts privés et escamoter un débat public. Nous sommes à trois mois de cantonales – en mars 2011 – qui seront gratifiées de l'abstention la plus féroce jamais enregistrée pour une élection locale. Ce fut une réunion éminemment politique.

SANS PUBLICITÉ ET DANS L'INDIFFÉRENCE GÉNÉRALE

À qui ont été concédés ces permis? Le permis de Montélimar (Drôme), sur 4 327 km², est allé à Total SA et Devon Energy Corp⁵. Le permis de Villeneuve-de-Berg (Ardèche), sur 931 km², et le permis de Nant (Aveyron), sur 4 414 km², ont été attribués au Suisse Schuepbach Energy LLC (en cours d'alliance avec GDF Suez et épaulé par le Texan Dale, «leader mondial du forage en milieu urbain⁶»). Tous trois ont été attribués pour une durée allant de trois à cinq ans, renouvelables deux fois (les surfaces diminuant théoriquement de moitié à chaque renouvellement). Pendant des mois, ces permis, pourtant publics – et d'autres, sur lesquels nous reviendrons –, ont végété dans l'indifférence générale. Le service communication de Total aura tout de même envoyé à près de 1 200 journalistes (dont 300 journalistes étrangers) le communiqué de presse rendant publique l'attribution du permis de Montélimar, mais les «reprises» dans les journaux seront presque inexistantes. Par on ne sait quelle alchimie entre information, presse et opinion publique, quasiment personne ne va réagir. À peine quelques entrefilets noyés dans les journaux locaux et quelques articulets dans des journaux nationaux⁷ ou dans les revues spécialisées, réservées aux initiés. Dès le 22 mars 2010, Hervé Kempf a bien évoqué dans *Le Monde* «des permis de recherche dans les régions de Villeneuve-de-Berg (Ardèche), Montélimar (Drôme) et Lodève (Hérault)⁸». Quelle réaction dans les régions concernées? Aucune. Calme plat. Eric Delhayé,

conseiller municipal Cap21 de Picardie, crée un site internet et s'escrime dans son coin à rassembler des informations⁹. Enfin, paraît dans *Charlie Hebdo* un article de Fabrice Nicolino intitulé «Gazarem Lou Larzac¹⁰». C'est le moment de l'entrée en scène de José Bové, dont le fief aveyronnais de Montredon est situé en plein permis de Nant. L'eurodéputé comprend très rapidement que la question est d'importance et qu'il pourrait incarner, à nouveau, l'image d'un combat du type David contre Goliath... «José Bové est comme qui dirait sur le pied de guerre : “Je reviens d'Allemagne, raconte-t-il à *Charlie*, où j'ai rencontré un géologue qui m'a expliqué la technique d'extraction de ces gaz. Il faut forer de très grandes galeries et utiliser des quantités phénoménales d'eau à très haute pression pour fracturer la roche”», écrit le journaliste. L'article paraît début octobre 2010; les réseaux militants du sud-est du pays commencent alors à frémir. Fin octobre 2010, c'est le premier acte politique – peu médiatisé – sous la forme d'un vœu du conseil régional Rhône-Alpes. Adopté à l'initiative de la socialiste Michèle Eybalin, il demande l'annulation des arrêtés ministériels. Enfin, des maires ardéchois convoquent une conférence de presse le 28 décembre 2010, à laquelle n'assistera qu'un seul journaliste.

C'est en janvier que la mobilisation «anti-gaz de schiste» démarre pour de bon. Par dizaines, des communes vont rédiger des vœux demandant un moratoire sur la prospection ou prendre des arrêtés anti-forages. Puis c'est au tour des conseils généraux et régionaux

– de tout bord – de prendre position contre (Aveyron, Ardèche, Lozère, Hérault, Drôme, Gard, Vaucluse, Lot, Seine-et-Marne, Rhône-Alpes, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Île-de-France). La région Picardie décide à l'unanimité « de s'opposer par tous les moyens à l'exploitation des gaz/pétrole de schiste sur le territoire picard ». La déclaration est solennelle...

Même le Front national, qui prend le vert pour ratisser le plus large possible, va prendre position contre¹¹. La droite, au plan national, reste silencieuse. Le PS, Europe Écologie-les Verts, le PCF, le NPA, le PRG et le Parti de gauche s'opposent publiquement au projet. Plus inédit, des syndicats professionnels – notamment dans le secteur du tourisme – ou des gestionnaires d'espaces naturels – comme la fédération des Parcs naturels régionaux – vont exprimer leurs inquiétudes vis-à-vis de l'exploitation des gaz de schiste. Les spéléologues entrent aussi dans la danse. Et des professionnels – hydrogéologues, fonctionnaires des DREAL (directions régionales de l'énergie, de l'alimentation et du logement), dont le rôle est central dans cette affaire, ou chercheurs au CNRS – vont rapidement proposer leurs compétences et leurs informations, de façon plus ou moins officielle, à ceux qui se mobilisent sur le terrain.

Enfin, un phénomène ahurissant par son ampleur – et qui sonne comme le contrepoids de l'opacité qui règne dans ce dossier – va se développer : des dizaines de réunions publiques d'information sont organisées. Combien exactement ? Aucun moyen de le savoir, tant le mouvement est spontané, désordonné, foisonnant,

micro-local. Des centaines assurément. À la tribune, des habitants, un élu, parfois un géologue – et jusqu’à la fin mars, des candidats aux cantonales – qui font leur éducation en accéléré sur la question des gaz de schiste et restituent leurs jeunes connaissances. Au-delà des Power Point et des schémas piqués sur Internet, tous vont communier autour d’un film qui est presque un cadeau à la mobilisation : le documentaire *Gasland*, tourné en 2008 par l’Américain Josh Fox.

Gasland, film militant – et ça n’est pas un gros mot –, frappe autant la tête qu’il serre le cœur. Josh Fox, né en 1972, est le fondateur et metteur en scène de la WOW Company International, à New York. Sa vie va être bouleversée quand, en 2008, une compagnie va proposer à sa famille, contre 100 000 dollars, de forer le terrain de sa maison d’enfance. Il se renseigne sur cette industrie jusqu’alors plutôt discrète et devant le silence opposé par les entreprises, va prendre la route pour rencontrer ceux qui sont déjà concernés par ces forages. Dans ce périple chaotique sur des terres massacrées, où se déchaînent depuis bientôt cinq ans les foreurs américains, il va surtout faire preuve d’une grande intelligence de cœur et écouter les habitants. «S’il vous plaît, écoutez Louis Meeks, un vétéran du Vietnam, un rancher de Pavillion, Wyoming, dont l’eau et l’air ont été tellement contaminés que sa santé s’effondre dangereusement. S’il vous plaît, écoutez Pat Farnelli et Ron Carter de Dimock, en